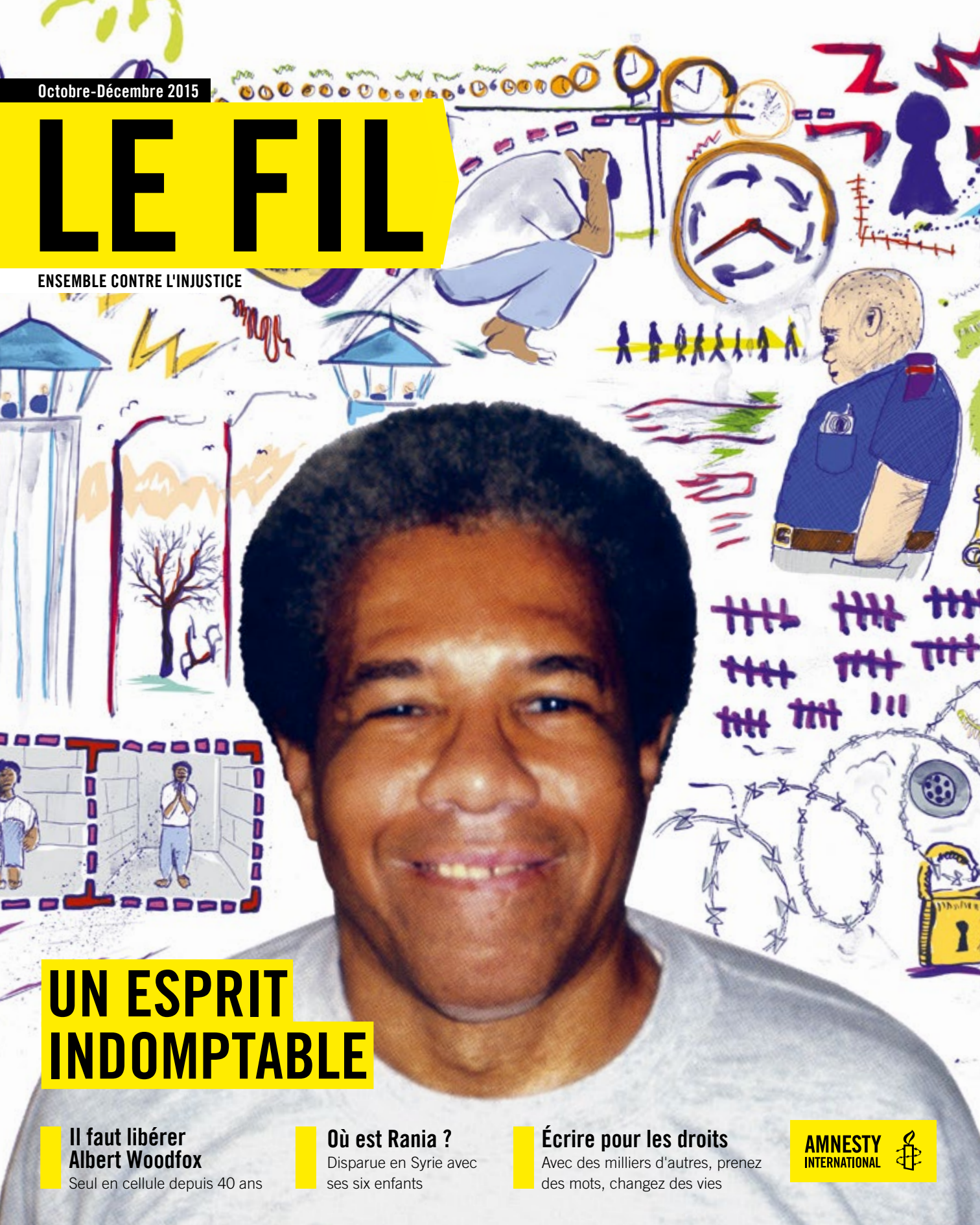


Octobre-Décembre 2015

LE FIL

ENSEMBLE CONTRE L'INJUSTICE



UN ESPRIT INDOMPTABLE

**Il faut libérer
Albert Woodfox**

Seul en cellule depuis 40 ans

Où est Rania ?

Disparue en Syrie avec
ses six enfants

Écrire pour les droits

Avec des milliers d'autres, prenez
des mots, changez des vies

**AMNESTY
INTERNATIONAL**



LE FIL

est le magazine mondial d'Amnesty. Publié chaque trimestre, il vise à informer et à donner à chacun les moyens et l'envie de faire de la lutte contre l'injustice une affaire personnelle.

CONTACTEZ-NOUS



www.amnesty.org/fr/join



thewire@amnesty.org



+44 (0)20 7413 5500

PRENEZ PART À LA CONVERSATION :



www.facebook.com/AmnestyGlobal



@AmnestyOnline



www.amnesty.org/fr/wire-magazine/

ABONNEZ-VOUS



wire.subscribe@amnesty.org

Recevez LE FIL tous les trois mois en anglais, en arabe, en espagnol ou en français (16 £ / 25 \$US / 19 € par an).

Publié par Editorial Studio, Amnesty International, International Secretariat, Peter Benenson House, 1 Easton Street, Londres WC1X 0DW, Royaume-Uni. Tous droits de reproduction réservés.
Index : NWS 21/2706/2015, ISSN : 1472-443X.

Imprimé par Warners Midlands PLC, Lincolnshire, Royaume-Uni. Imprimé sur du papier recyclé.



Photo de couverture : Cela fait plus de 40 ans qu'Albert Woodfox est détenu à l'isolement aux États-Unis. Albert est l'un des 12 cas de la campagne mondiale *Écrire pour les droits* menée par Amnesty en décembre 2015. © Amnesty International/Conception Nick Chaffe

DANS CE NUMÉRO DU FIL

ARTICLES

6 Ma sœur Rania – disparue en Syrie

Comment une femme et ses six enfants peuvent-ils disparaître purement et simplement ?



6

10 Écrivez une lettre, changez une vie !

Avec *Écrire pour les droits* 2015, nos mots vont changer les choses.



12

12 Mariée à l'âge de 11 ans

Reportage photo : au Burkina Faso, un foyer pour les filles qui fuient le mariage forcé.

16 « Ils ne pourront jamais me briser. »

Il faut libérer Albert Woodfox, détenu à l'isolement depuis 40 ans.



16

24 Où sont les 43 étudiants?

Reportage photo : les proches des étudiants disparus au Mexique veulent savoir ce qu'ils sont devenus.

27 Le pouvoir du crayon

Un dessin militant du caricaturiste politique Zunar.



24



27

RUBRIQUES

2 Amnesty dans le monde

4 En coulisses

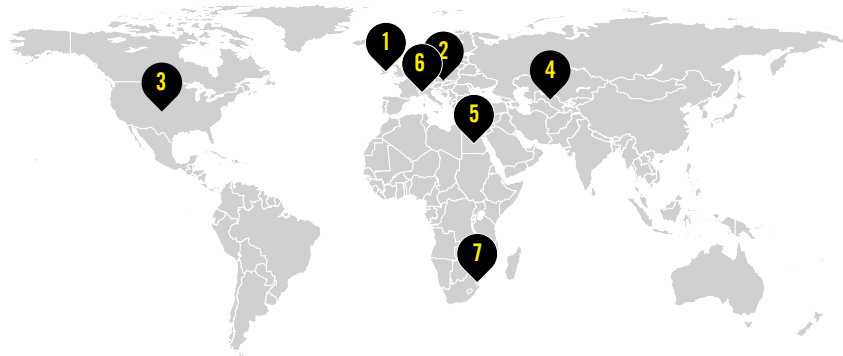
5 Éditorial

23 Initiation au vocabulaire des droits humains

26 Entretien-minute

28 Et aussi...

AMNESTY DANS LE MONDE



4 BON ANNIVERSAIRE MOUHAMMAD !

Le journaliste ouzbek Mouhammad Bekjanov a eu 61 ans le 1^{er} octobre. Emprisonné depuis 16 ans, c'est l'un des plus anciens journalistes détenus au monde. Il a été torturé en raison de ses activités. Plus de 140 000 personnes ont déjà signé notre appel demandant au président de le faire libérer.



1 CE N'EST #PASUNECRIMINELLE

Des militants d'Amnesty du monde entier se sont rassemblés en août devant le siège du gouvernement à Dublin pour dénoncer la loi irlandaise sur l'avortement. Ils étaient venus avec 80 valises (voir ci-dessous) – soit le nombre de femmes qui sortent d'Irlande chaque semaine pour avorter à l'étranger. En septembre, des milliers de personnes ont manifesté pour le droit à un libre choix.

Plus de 130 000 personnes ont déjà signé notre pétition en faveur d'une modification de la loi irlandaise sur l'avortement. À votre tour !

<http://bit.ly/1J2Eh2f>



2 SOUTIEN AUX ENFANTS ROMS



Plus de 38 000 personnes de 94 pays, dont ces militants à Prague, ont appelé le Premier ministre tchèque à faire cesser la discrimination à l'égard des enfants roms dans les écoles. Ceux-ci sont victimes de brimades juste parce qu'ils sont différents, ils sont séparés des autres enfants et parfois même scolarisés dans des écoles pour élèves ayant des troubles d'apprentissage. Le gouvernement tchèque n'a pas pris pour l'instant de mesures suffisantes pour que cesse la discrimination. Nous faisons entendre notre voix pour que les choses changent.

3 ÉTATS-UNIS : L'AMOUR VAINQUEUR

Le 26 juin, la Cour suprême des USA a rendu une décision historique proclamant le droit des couples homosexuels à se marier. Jusque là, les hommes et les femmes voulant épouser une personne de même sexe étaient à la merci de la législation en vigueur dans leur État.

« C'est un jour joyeux pour toute personne qui croit aux droits humains et à l'égalité pour tous », a déclaré Steven W. Hawkins, d'Amnesty International États-Unis. Pour en savoir plus :

<http://bit.ly/LoveWinsUS>



5 L'ÉGYPTE GRACIE DES JOURNALISTES

Quelques semaines après une nouvelle condamnation à trois ans de prison, les journalistes d'Al Jazira Mohamed Fahmy et Baher Mohamed (ci-dessous) ont été libérés le 23 septembre, à la faveur d'une grâce présidentielle. Plus d'un million de personnes s'étaient mobilisées pour ces hommes emprisonnés pour avoir exercé leur métier. « Merci à tous ceux qui nous ont soutenus », a tweeté Mohamed. Baher, lui, a écrit : « Je suis enfin un homme libre. »



« *Personne ne quitte sa maison à moins que sa maison soit la gueule d'un requin.* »

Warsan Shire, poétesse

8 façons pour les dirigeants du monde d'aider les réfugiés : <http://bit.ly/1MmXSgC>

7 DES MILLIERS DE LETTRES

« J'ai cru rêver », explique Fikile Makhubu en parlant du moment où l'État du Swaziland a enfin reconnu que l'arrestation de son mari était injustifiée. Bheki, considéré comme un prisonnier d'opinion, a été libéré le 30 juin. Rédacteur en chef d'une revue, il avait été emprisonné un an auparavant en même temps que Thulani Maseko, avocat spécialiste des droits humains. Tous deux avaient publié un article dénonçant certains aspects de

LE SAVIEZ-VOUS ?

+ de **700 millions**

de femmes vivant actuellement dans le monde ont été mariées alors qu'elles étaient enfants



la justice au Swaziland. Des milliers de sympathisants d'Amnesty ont écrit des lettres de solidarité aux deux hommes et à leurs familles. Lisez le récit de Fikile : <http://bit.ly/BhekiMakhubu>

6 BIENVENUE AUX RÉFUGIÉS

Il n'est pas normal qu'il faille que des enfants meurent pour que les responsables politiques acceptent le fait que les réfugiés ont le droit d'être protégés. C'est le message qu'Amnesty a transmis aux dirigeants mondiaux après que la photo du petit Alan Kurdi, réfugié syrien de trois ans mort noyé sur une plage turque alors que ses parents tentaient de rejoindre la Grèce, eut fait la une de la presse internationale. Plus de 280 000 personnes ont signé notre pétition demandant aux dirigeants de l'UE d'ouvrir aux personnes fuyant les bombes et les persécutions des itinéraires sûrs vers un lieu d'asile.

En septembre, des milliers de personnes ont formé une chaîne humaine dans les Dolomites italiennes pour dire que les réfugiés sont les bienvenus : #RefugeesWelcome. Pour voir la vidéo : <http://bit.ly/WelomeChain>



LA CRISE DES RÉFUGIÉS SYRIENS EN CHIFFRES

130 408

places de réinstallation offertes au niveau mondial au 7 octobre 2015 (Source : HCR).

0

place de réinstallation offerte par les pays du Golfe, la Russie, le Japon, Singapour et la Corée du Sud.

400 000

réfugiés particulièrement vulnérables ayant besoin d'être réinstallés dans un pays tiers.

+ d'1,9 million

nombre de réfugiés syriens en Turquie.

0,45 \$US

somme dont disposent de nombreux réfugiés au Liban pour se nourrir.



EN COULISSES

NOUS SOMMES TOUS AYOTZINAPA

Comment 43 jeunes hommes peuvent-ils s'évanouir dans la nature ? Josefina Solomón, du bureau d'Amnesty au Mexique, évoque le mouvement de milliers de personnes qui réclament des réponses.

Le jeune homme lit les noms à voix haute, un par un, retenant bravement ses larmes.

José Ángel Navarrete González, Marciel Pablo Baranda, Daniel Gerardo Cantu Morales... Il continue, jusqu'à ce qu'il ait cité chacun des 43 étudiants disparus après leur arrestation dans la ville d'Iguala le 26 septembre 2014.

Ils venaient d'Ayotzinapa, un centre de formation rural de l'État de Guerrero, et se rendaient à Mexico pour une manifestation en mémoire d'un massacre d'étudiants. Ils n'y sont jamais parvenus.

« Nous voulons les revoir en vie ! », crie Melitón Ortega après que chaque nom soit prononcé. Autour de son cou, une photo de son neveu, Mauricio. Melitón et des dizaines de milliers d'autres personnes bravent les trombes d'eau qui s'abattent sur Mexico et défilent en direction de la place centrale.

« Le Mexique pleure », me dit une femme alors que la pluie ruisselle sur sa

fine cape en plastique. Sous une mer de parapluies, la foule écoute attentivement les parents des étudiants qui réclament désespérément justice.

Le gouvernement a affirmé au monde entier que la police locale avait remis les étudiants à une bande de criminels, qui les avaient tués puis avaient brûlé les corps avant de placer les restes dans de grands sacs qu'ils avaient jetés dans le fleuve.

Mais un groupe d'experts indépendants a récemment infirmé cette théorie, démontrant qu'elle ne tenait pas scientifiquement. Les gens au Mexique en ont assez des excuses, et l'affaire d'Ayotzinapa n'est pas près de tomber dans l'oubli.

« Vous n'êtes pas seuls ! », crie la foule sur la place. Ensemble, nous sommes tous Ayotzinapa.

@josefinasolomon

Rendez-vous en page 24 pour en savoir plus.

DATES À NOTER

10

NOVEMBRE

1995 : exécution au Nigeria de Ken Saro-Wiwa et de huit autres militants écologistes

13

NOVEMBRE

2010 : après des années d'assignation à résidence, Aung San Suu Kyi est libérée au Myanmar.

25

NOVEMBRE

Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes

1

DÉCEMBRE

Journée mondiale de lutte contre le sida

2

DÉCEMBRE

Journée internationale pour l'abolition de l'esclavage

2

DÉCEMBRE

1984 : quelque 10 000 personnes meurent dans la catastrophe de Bhopal, en Inde

3

DÉCEMBRE

journée internationale des personnes handicapées

4

DÉCEMBRE

début du marathon d'écriture de lettres pour la campagne mondiale d'Amnesty *Écrire pour les droits*

10

DÉCEMBRE

Journée des droits de l'homme

16

DÉCEMBRE

Journée de la réconciliation en Afrique du Sud

18

DÉCEMBRE

Journée internationale des migrants

20

DÉCEMBRE

Journée internationale de la solidarité humaine

ÉDITORIAL

LE POUVOIR DE VOS MOTS

En décembre, des millions de sympathisants d'Amnesty dans le monde entier vont écrire des lettres, des courriels, des pétitions, des cartes postales et d'autres messages pour défendre les droits humains.

Nous allons participer à *Écrire pour les droits*, notre marathon mondial d'écriture de lettres, dont j'ai la chance d'être responsable. Je suis toujours très impressionnée et émue quand je vois le nombre de gens qui se mobilisent avec ferveur pour changer la vie de personnes qu'ils n'ont jamais rencontrées.

Ensemble, nous voulons libérer Albert Woodfox, qui est détenu à l'isolement depuis plus de 40 ans aux États-Unis (voir p. 16). Nous voulons retrouver Rania Alabbasi, une dentiste syrienne qui a disparu avec ses six enfants après avoir été interpellée par des membres des services de sécurité (page 6). Et nous voulons que soient abandonnées les charges retenues contre Zunar, un caricaturiste malaisien qui a dénoncé l'emprisonnement d'un dirigeant de l'opposition (page 27).

Ces personnes – et toutes les autres sur lesquelles porte notre campagne cette année – viennent nous rappeler la lourde menace qui pèse sur les droits humains et la liberté de parole dans le monde. Les gouvernements ont peur du pouvoir des citoyens et répriment la dissidence.

C'est pourquoi nous avons besoin plus que jamais d'événements comme *Écrire pour les droits*. Nous devons nous tenir aux côtés de celles et ceux qui risquent tout pour dire ce qu'ils pensent.

Nos mots ont du pouvoir. Nous devons utiliser ce pouvoir pour amener le changement, maintenant.

May Carolan, responsable de campagne

www.amnesty.org/fr/writeforrights

L'ÉQUIPE DU FIL

Principaux contributeurs : Louisa Anderson, Ben Beaumont, Shiromi Pinto, Josefina Solomón

Mise en page : Dina Silanteva

Responsable photos : Richard Burton

Directrice de la rédaction : Melanie Rhodes

GROS PLAN : LES DISPARITIONS EN SYRIE

MA SŒUR RANIA – DISPARUE EN SYRIE

Par une froide matinée de printemps, Rania Alabbasi a descendu l'escalier de son immeuble, à Damas, sa fille Layan dans les bras. Ses cinq autres enfants les suivaient. La famille est montée dans une voiture qui a démarré. Et c'est la dernière fois qu'on les a vus.

Au moment où nous demandons que l'on retrouve Rania et ses enfants, et qu'on les libère, Naila, la sœur de Rania, nous raconte leur histoire.

DISPARUS SANS LAISSER DE TRACE

J'ai su qu'il y avait un problème quand je n'ai plus réussi à joindre Rania. Cela faisait plusieurs jours que je l'appelais sur son téléphone fixe et sur son portable, mais elle ne répondait pas.

J'ai appris plus tard que des hommes armés du renseignement militaire s'étaient rendus chez ma sœur le 9 mars et avaient arrêté son mari, Abdulrahman, sans avancer aucune raison.

Ils sont revenus le lendemain et ont mis la maison à sac. Ils ont emporté les bijoux, les téléphones portables et les tablettes des enfants, et ont confisqué les passeports et les papiers de la famille.

Puis ils ont arrêté Rania et ses six enfants, non sans prendre au passage toutes les caméras de vidéo-surveillance du bâtiment afin de ne pas laisser de trace. >>



Damas, capitale de la Syrie, où Rania et ses enfants ont été enlevés par les forces de sécurité du gouvernement il y a deux ans.







ELLE NE PENSAIT PAS ÊTRE INQUIÉTÉE

Lorsque le conflit a éclaté en 2011, Rania a refusé de partir. Le reste de la famille travaillait en Arabie saoudite et nous lui avons dit de venir, mais elle m'a répondu : « La société a besoin de moi, et je veux élever mes enfants en Syrie. Ils feront leurs études ici. »

Jamais Rania n'avait imaginé qu'elle pourrait être arrêtée : la famille n'allait pas aux manifestations et n'était impliquée dans aucune activité politique.

Rania, ma grande sœur, intelligente et attentive, était un exemple pour moi. Elle était dentiste et réussissait dans son métier. Elle était gentille et appréciée de ses voisins et de ses patients, qu'elle soignait gratuitement quand ils n'avaient pas les moyens de payer. Elle m'a élevée en partie, m'a toujours encouragée dans mes études. Aujourd'hui, je suis hantée par des pensées qui me tiennent éveillée toute la nuit : est-ce qu'elle va bien ou pas ?



ENTRE CRAINTE ET ESPOIR

En deux ans et demi je n'ai rien pu savoir, à part une information non officielle selon laquelle on aurait vu Rania dans un lieu de détention des forces de sécurité près de Damas. Mais je n'ai aucune information officielle, rien de vraiment crédible. Je souffre d'anxiété et je ne dors pas la nuit. Je n'arrête pas de me demander : est-ce que ses enfants mangent à leur faim ? Est-ce qu'ils sont calmes, ou bien est-ce qu'ils crient et pleurent ? Sont-ils vivants ? Ou bien sont-ils morts ?

Ma mère, qui aidait Rania à élever les enfants – c'était à la fois une grand-mère et une mère pour eux – passe ses nuits à pleurer.

Ces six enfants n'ont rien fait de mal. Ils devraient être à l'école. Rania et son mari les adoraient : la timide Dima, 16 ans, toujours dans ses livres ; Entisar, 15 ans, pleine de vie et d'énergie ; Najah, une fille de 13 ans si gentille et studieuse ; Alaa, âgée de 10 ans, le petit Ahmad, huit ans, et Layan, la petite dernière âgée de quatre ans.

Leurs parents veillaient à leur donner une bonne éducation. Ils apprenaient l'anglais et d'autres langues et, comme tous les enfants, ils aimaient lire, jouer sur l'ordinateur, chanter, dessiner, aller au parc...

Rien n'aurait dû venir détruire leur vie. □

DISPARITIONS FORCÉES EN SYRIE

Quand les « disparitions » ont-elles commencé en Syrie ?

Loin d'être nouvelles en Syrie, les disparitions forcées (voir page 23) sont l'une des marques du régime de la famille el Assad. Le nombre de victimes a toutefois fortement augmenté depuis le début de la crise, en mars 2011.

Combien de victimes ?

Des milliers de civils ont été tués par les forces de sécurité syriennes et des dizaines de milliers de personnes ont été victimes de disparition forcée depuis 2011.

Comment les personnes sont-elles traitées en détention ?

Les détenus sont entassés dans des espaces très restreints et insalubres. Il n'y a pas assez d'eau ni de nourriture. Un homme nous a dit que ses codétenus avaient tellement soif qu'ils buvaient l'eau des toilettes. La torture est monnaie courante.

PASSEZ À L'ACTION

Demandez aux autorités syriennes de libérer Rania Alabbasi et ses six enfants, ou bien de la juger dans le cadre d'une procédure équitable : www.amnesty.org/fr/writeforrights



Les enfants de Rania, de gauche à droite et de haut en bas : Dima, Entisar, Najah, Alaa, Ahmad et Layan. Photo en bas : Rania. Personne ne les a vus depuis qu'ils sont sortis de chez eux escortés par des agents des forces de sécurité en mars 2013.



Depuis le début du conflit, en 2011, des dizaines de milliers de personnes ont « disparu » aux mains des autorités syriennes et sont détenues dans des conditions épouvantables.



© Shutterstock/Philip Lange

ÉCRIRE
POUR LES
DROITS

AMNESTY
INTERNATIONAL



CAMPAGNE : ÉCRIRE POUR LES DROITS

ÉCRIVEZ UNE LETTRE, CHANGEZ UNE VIE

Dans le monde entier, la liberté est menacée. Des militants sont enfermés uniquement pour avoir exprimé leurs opinions. Des manifestants sont torturés et injustement incarcérés. Des jeunes filles sont mariées de force.

Avec *Écrire pour les droits* 2015, vos mots peuvent pousser les décideurs à agir. Avec votre aide, des tortionnaires seront traduits en justice. Des prisonniers d'opinion seront relâchés. Et plus de gens seront libres de vivre leur vie.

COMMENT ÇA MARCHE



Des militants dans plus de 200 pays et territoires...



... participent à toutes sortes d'événements dans des cafés, des écoles, des maisons de quartier, etc. ...



... lors desquels des sympathisants écrivent des millions de lettres, de courriels et de tweets et signent des pétitions...



... en faveur de personnes victimes de torture, mariées de force ou encore emprisonnées pour s'être exprimées...



... et font pression sur des gouvernements, des dirigeants et des décideurs...



... tout en exprimant leur soutien envers les personnes et leur famille...



... aidant ainsi à changer les choses : des militants sont libérés, des tortionnaires condamnés, des lois injustes modifiées.



PASSEZ À L'ACTION

1. Informez-vous sur les personnes pour lesquelles nous luttons :

www.amnesty.org/fr/writeforrights

2. Contactez l'équipe d'Amnesty International présente dans votre pays :

www.amnesty.org/fr/countries

3. Twitez un message de soutien à [@AmnestyOnline](https://twitter.com/AmnestyOnline) avec le hashtag [#W4R](https://twitter.com/AmnestyOnline).

NOS MOTS ONT CHANGÉ DES VIES



GRACIÉ AU NIGERIA

Après la mobilisation des sympathisants d'Amnesty, Moses Akatugba a bénéficié d'une grâce totale en 2015. Il avait été condamné à mort pour un délit commis à l'âge de 16 ans.

« Alors qu'auparavant j'avais l'impression que tout espoir avait disparu, les choses ont changé quand Amnesty est intervenue. Les messages que j'ai reçus m'ont bouleversé. J'ai retrouvé l'espoir. »



LIBRE AU BÉLARUS

Le prisonnier politique Ales Bialiatski a reçu 40 000 lettres dans sa cellule au Bélarus. Beaucoup ont été envoyées dans le cadre d'*Écrire pour les droits*. Il a été remis en liberté en 2014, après avoir passé près de trois ans en prison.

« L'énorme quantité de lettres m'a donné un puissant sentiment d'optimisme. Lorsque je les recevais, j'étais très, très heureux. »



LIBÉRÉ EN TUNISIE

Le blogueur Jabeur Mejri, condamné à sept ans et demi de prison pour avoir partagé sur Facebook des publications jugées « insultantes à l'égard de l'islam », a été gracié en 2014. Des milliers de personnes ont réclamé sa libération dans le cadre d'*Écrire pour les droits*.

« Le soutien d'Amnesty International a eu un gros impact. Les choses se sont améliorées quand mon cas a attiré plus d'attention. »





CAMPAGNE : ÉCRIRE POUR LES DROITS

MARIÉE À L'ÂGE DE 11 ANS

Au Burkina Faso, en Afrique de l'Ouest, plus de la moitié des filles sont forcées de se marier bien trop jeunes.

Le récent coup d'État au Burkina Faso a fait la une de la presse internationale, mais le scandale national des mariages forcés passe toujours inaperçu.

À l'âge de 13 ans, Maria (pseudonyme) a été forcée de se marier avec un homme de 70 ans qui avait déjà cinq épouses. Comme elle résistait, son père lui a dit : « Si tu ne vas pas rejoindre ton mari, je te tue. »

Maria a marché pendant trois jours et parcouru près de 170 km pour trouver refuge dans un centre d'accueil pour jeunes filles. Mais sa fuite a soulevé des tensions entre différents groupes dans son village et elle est rentrée dans sa famille afin d'apaiser les choses.

Quand son père l'a frappée pour la forcer à retourner chez son « mari », Maria s'est réfugiée au poste de police le plus proche. La

police ayant menacé d'entamer des poursuites contre lui, le père a fini par accepter de ne pas forcer Maria ni aucune autre fille de la famille à se marier. Maria vit aujourd'hui dans sa famille et espère aller un jour à l'école.

Dans tout le pays, des milliers de filles comme Maria sont soumises à un mariage précoce et forcé. Certaines ont à peine 11 ans. Et comme Maria, certaines font tout pour s'enfuir et rejoindre un foyer d'accueil comme celui que l'on voit sur ces photos. Elles y acquièrent de nouvelles compétences et se préparent à la vie qui les attend une fois sorties du centre.

(Conformément aux souhaits des jeunes filles, les photos ne permettent pas de les identifier.)



Il est impossible de forcer quelqu'un à aimer telle ou telle personne, et certaines filles s'enfuient, marchant sur des centaines de kilomètres pour trouver un centre d'accueil et échapper au mariage forcé.



Se bâtir un avenir. Ici on enseigne notamment le tricot, la couture, la cuisine et l'agriculture. Les filles restent aussi longtemps que nécessaire, jusqu'à ce qu'elles puissent se débrouiller dans la vie.



Refuge pour les victimes de mariage forcé, le foyer se trouve à Kaya, dans le nord-est du Burkina Faso. Le pays figure au septième rang mondial pour le mariage des enfants : 52 % des filles sont mariées avant l'âge de 18 ans.



L'occasion de retourner à l'école : la jeune fille révise son cours de français. Pour la plupart des filles, le mariage précoce signifie la fin de l'instruction.





Séchage de feuilles de moringa, une herbe utilisée pour la cuisine.



Au foyer, les filles apprennent notamment à faire de la pâtisserie – ici des galettes. Une fois mariées, les filles doivent en général faire la cuisine et le ménage, aller chercher de l'eau et travailler dans les champs, de l'aube au crépuscule.





L'entrée du foyer, porte d'une nouvelle vie. Les mariages forcés et précoces sont interdits par la Constitution du Burkina Faso et par le droit international, mais les autorités continuent de fermer les yeux sur le problème.



Un endroit où se reposer. Forcées de se marier, les filles sont censées avoir autant d'enfants que le souhaite leur mari, même si une grossesse précoce pourrait mettre leur santé et leur vie en danger.

Toutes les photos : Sophie Garcia /
© Amnesty International

PASSEZ À L'ACTION

Demandez aux autorités du Burkina Faso de protéger les filles et les jeunes femmes contre le mariage forcé : www.amnesty.org/fr/writeforrights

CAMPAGNE : ÉCRIRE POUR LES DROITS

« ILS NE POURRONT
JAMAIS ME BRISER »


FREE ALL THE
ANGOLA 3
ALBERT WOODFOX
#FREEALBERTWOODFOX

43 YEARS OF
INJUSTICE

ALBERT WOODFOX HAS
SPENT MORE THAN HALF
HIS LIFE TRAPPED IN A
6'x9' CELL FOR 23 HOURS
A DAY, FIGHTING TO PROVE
HIS INNOCENCE. IT'S TIME
FOR HIM TO WALK FREE



Comment Albert Woodfox a-t-il pu survivre plus de 40 ans à l'isolement ? La réponse est dans une histoire poignante de courage politique et d'amitié, face à une campagne de vengeance acharnée. Alors que la pression internationale pour la libération d'Albert s'intensifie, nous avons rencontré son plus fervent défenseur et ancien codétenu – Robert King.

Par Kristin Hulaas Sunde, rédactrice en chef du Fil.

« Angola passait pour être la prison la plus dangereuse des États-Unis. Le travail s'apparentait à de l'esclavage – les détenus trimaient 17 heures par jour pour 2,5 cents de l'heure. Les viols étaient monnaie courante – les gardiens réduisaient les plus jeunes détenus [en esclavage sexuel]. » >>



Peinture murale réalisée par Al États-Unis sur Claiborne Avenue, Nouvelle-Orléans.



La seule photo existante des Trois d'Angola ensemble : Herman Wallace (à gauche), Robert King (au centre) et Albert Woodfox, prison d'Angola, Louisiane, 2001.

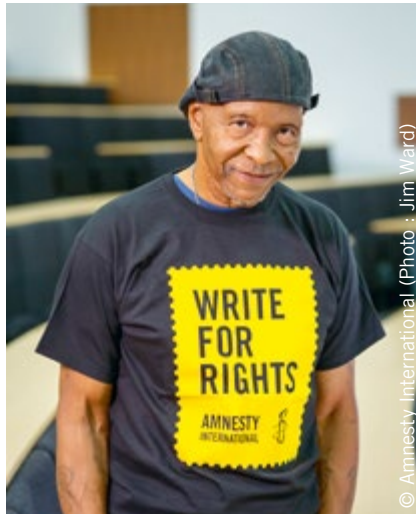
C'est ainsi que Robert Hillary King décrit le pénitencier d'État de Louisiane, une ancienne plantation esclavagiste tentaculaire appelée Angola, où il a passé 29 ans, seul dans une cellule.

Aujourd'hui, à 72 ans, énergique et élégant dans sa chemise de soie bleue, Robert se prépare à donner une conférence sur le système judiciaire américain à l'université de Dundee (Écosse). À son cou, il porte un médaillon en or du Bénin orné de trois figurines. Elles pourraient symboliser les Trois d'Angola, dont il fait partie.

Robert et deux autres jeunes Noirs, Albert Woodfox et Herman Wallace, sont devenus célèbres sous ce nom après leur rébellion contre le régime brutal et raciste en vigueur à Angola au début des années 1970, ce qui leur a valu de passer, à eux trois, plus de 100 années à l'isolement.



Le plus fervent soutien d'Albert, Robert King, lors d'une visite à Dundee, au Royaume-Uni, le 15 sept. 2015.



© Amnesty International (Photo : Jim Ward)



Cette photo du musée de la prison montre des prisonniers, des Noirs pour la plupart, travaillant la terre au pénitencier d'État de Louisiane, sous l'œil vigilant de gardiens blancs. La prison, connue sous le nom d'Angola, est une ancienne plantation esclavagiste.



© Amnesty International



© Angolab



© The Mob Film Company Ltd 2009



Des parents, des amis et des sympathisants défilent pour réclamer la libération d'Albert Woodfox et rendre hommage à Herman Wallace, mort quelques jours après sa libération, en octobre 2013.
© Angola3



Angola est la plus vaste prison de très haute sécurité des États-Unis, avec près de 5 000 détenus sur plus de 7 000 hectares – soit plus que l'île de Manhattan.

SURVIVRE À L'ISOLEMENT

« Je n'ai pas de mots pour exprimer les années de torture mentale, affective et physique que j'ai subies », a déclaré Albert Woodfox.

Être à l'isolement, c'est se retrouver complètement seul environ 23 heures par jour, enfermé dans une cellule de la taille d'une place de parking. « L'absence de relations sociales a des effets désastreux, explique Tessa Murphy, chargée de campagne à Al États-Unis, qui travaille sur le cas des Trois d'Angola depuis 2006. Vous avez des insomnies, des hallucinations, des pensées obsédantes, ce genre de choses, et vous développez une paranoïa aiguë. Le taux de suicide est beaucoup plus élevé chez les détenus à l'isolement. Après quelques semaines seulement, vos yeux n'arrivent plus à faire le point sur les objets lointains. »

Bien que l'ONU la considère comme une forme de torture, la détention à l'isolement reste monnaie courante aux États-Unis.

Déclaré coupable d'un vol qu'il a toujours nié, Robert pense que c'est leur conscience politique, alors acquise de fraîche date, qui a donné aux trois hommes la force nécessaire pour survivre à la cruauté et à l'avalissement.

« À l'époque où ils m'ont mis à l'isolement, je considérais déjà les États-Unis comme une vaste prison. Pour moi, j'étais passé d'un régime de semi-liberté dans la société à un régime de très haute sécurité en prison. Je pense que Herman et Albert partageaient ce sentiment : où que vous soyez, vous aurez toujours à vous battre. C'est un système auquel il fallait s'opposer.

« Le fait d'être politisé m'a donné de la force, de la motivation et le courage de mes opinions. J'étais en prison, mais la prison n'était pas en moi. »

»

DES OPINIONS AUDACIEUSES

Les trois hommes sont nés dans la misère, dans le sud du pays des années 1940 où régnait la ségrégation raciale. Robert raconte que la police de la Nouvelle-Orléans organisait régulièrement des rafles d'hommes noirs, et qu'il a été envoyé en prison pour des délits dont l'accusaient des « témoins » qui avaient été achetés, menacés ou frappés. « À l'époque, je pensais déjà que le système était pourri », dit-il.

Les Black Panthers, mouvement radical de défense des droits des Noirs, ont servi d'exutoire à leurs frustrations : « Albert est devenu membre des Black Panthers à part entière quand il s'est évadé et qu'il est allé à New York, raconte Robert. Pour la première fois il voyait des Noirs marcher la tête haute, fiers de qui ils étaient. »

Herman et Albert, envoyés à Angola pour vol à main armée, ont commencé à donner des cours d'éducation politique dans la cuisine ou la cour de la prison, militant pour le droit des prisonniers à de meilleures conditions de vie et contre la culture du viol. « C'était plutôt gonflé de faire entrer l'idéologie des Black Panthers en prison », confie Robert.

« L'administration pénitentiaire y voyait une menace considérable, ajoute Tessa. Ces hommes étaient des militants très efficaces et sont devenus des cibles faciles. »

UNE CAMPAGNE DE VENGEANCE

Peu après, en 1972, Albert et Herman ont été déclarés coupables du meurtre d'un gardien, Brent Miller. Ils ont toujours clamé leur innocence, recevant même le soutien de la veuve de la victime, Teenie. Albert pense que s'ils ont été déclarés coupables c'était en raison de leurs activités politiques.

Aucune preuve matérielle ne les reliait au crime, leur culpabilité présumée reposait essentiellement sur les déclarations douteuses d'un autre détenu, gracié en échange de son témoignage. Herman et Albert passeront pourtant les 40 années suivantes seuls dans leur cellule.

Quand Robert a été envoyé à Angola, il a été placé à l'isolement à côté d'Albert : « On s'est mis à ruer dans les brancards – à essayer de faire bouger les choses en faisant des grèves de la faim, et en étant très, très indisciplinés. Qui ne demande rien n'a rien. »

La procédure contre lui a été entachée de tant d'irrégularités que les condamnations d'Albert ont été annulées trois fois, mais les autorités de Louisiane n'ont jamais manqué une occasion d'entraver sa libération.

Robert a été libéré en 2001 et a fait campagne sans relâche depuis lors pour la libération de ses amis. Au bout de 41 années à l'isolement, Herman a enfin été libéré en octobre 2013. Il est décédé d'un cancer quelques jours plus tard.



En juin 2015, un juge a ordonné la libération immédiate d'Albert, mais la porte de sa cellule s'est aussitôt refermée sur lui lorsque les autorités ont interjeté appel. Engagé dans une vendetta personnelle contre lui, le procureur général de Louisiane, James « Buddy » Caldwell, demeure le seul obstacle à sa libération.

« Buddy Caldwell souhaite qu'Albert fasse comme Herman, affirme Robert. Qu'il meure juste après sa sortie. »



© Amnesty International



Les frères d'Albert Woodfox, Hayward, Michael et Donald Mable, avec Robert King (troisième en partant de la gauche), devant le palais de justice de Saint Francisville, Louisiane, États-Unis, septembre 2015.



Photo du musée de la prison montrant une rangée de cellules dans le pénitencier d'État de Louisiane.

UN MENTAL INTACT

Mais Albert et ses sympathisants refusent d'être bâillonnés. En décembre, grâce à *Écrire pour les droits*, la campagne mondiale de lettres d'Amnesty, des milliers de gens à travers le monde demanderont sa mise en liberté.

« Ce soutien lui fait énormément plaisir, poursuit Robert. Les autorités savent ainsi qu'Albert et ses sympathisants ne lâchent rien. Ils ont bien essayé d'étouffer ce soutien mais, chaque fois, cela ne fait que l'amplifier.

« Et je suis sûr qu'il se rend compte que cela va au-delà de son cas. Car que deviennent les milliers d'autres qui sont aussi à l'isolement ? L'enjeu est autrement plus vaste. Nous ne sommes que la partie visible de l'iceberg. »

Aujourd'hui âgé de 68 ans, affaibli, Albert est toujours à l'isolement, mais plus à Angola. Il a droit à deux heures de visite par semaine et peut téléphoner. Robert lui parle régulièrement et retournera le voir à nouveau à son retour aux États-Unis : « On parle de son dossier. C'est la priorité, faire libérer Albert. Il est optimiste.

« Je pense qu'il sera capable de se débrouiller dehors, ajoute Robert. Des tas de gens veulent lui donner la possibilité de voyager. Et s'il veut juste rester tranquille et décompresser, il peut venir chez moi. Plein de gens sont prêts à l'accueillir.

« Albert dit : "Ils ne pourront jamais me briser". Si son corps est brisé dans une certaine mesure, son mental ne l'est pas. Que peuvent-ils lui faire de plus ? Cela fait près de 50 ans qu'il est enfermé. Je me disais la même chose – qu'est-ce qu'ils peuvent me faire d'autre, à part m'envoyer sur orbite ? » □

PASSEZ À L'ACTION

Exhortez le procureur général de Louisiane à libérer Albert Woodfox immédiatement : www.amnesty.org/fr/writeforrights

LES PRISONS AMÉRICAINES DÉTIENNENT...

plus de

 **2,2**
MILLIONS


de personnes

environ

 **1/4**

des prisonniers du globe

jusqu'à

 **80 000**

personnes dans une forme de détention à l'isolement



JETÉE EN PRISON POUR AVOIR MANIFESTÉ

Phyo Phyo Aung, dirigeante d'un mouvement étudiant au Myanmar, à l'occasion d'une audience au tribunal en mai 2015. Elle a été arrêtée après avoir organisé une manifestation, pour l'essentiel pacifique, au cours de laquelle la police a frappé des étudiants à coups de matraque. Elle et beaucoup d'autres personnes risquent de lourdes peines de prison. Dans tout le pays, les autorités continuent de harceler les jeunes, dans ce qui ressemble à une campagne de répression systématique des actions étudiantes.

Demandez au gouvernement de relâcher Phyo Phyo Aung et toute autre personne emprisonnée au seul motif d'avoir manifesté pacifiquement :

www.amnesty.org/fr/writeforrights



INITIATION AU VOCABULAIRE DES DROITS HUMAINS

Petit lexique de termes et expressions complexes en matière de droits humains.



Crimes contre l'humanité

Quand des actes - dont le meurtre, la torture ou l'esclavage - s'inscrivent dans une attaque généralisée contre une population civile, commise par un État ou une organisation. Contrairement aux crimes de guerre, ils ont lieu aussi bien en temps de paix que durant des conflits. Le génocide rwandais de 1994 en est un exemple.



Crimes de guerre

Il s'agit de crimes graves commis lors de conflits armés. Ils peuvent inclure le meurtre de prisonniers de guerre ou d'otages, la torture ou la destruction de villes et de villages. En Ukraine, par exemple, il existe des preuves accablantes de crimes de guerre en cours, dont la torture et l'exécution sommaire de prisonniers.



Disparitions forcées

On parle de disparition forcée quand quelqu'un est arrêté, détenu ou enlevé par l'État ou par des personnes agissant avec son soutien et que les responsables nient que cette personne est incarcérée, dissimulent le sort qui lui est réservé ou le lieu où elle se trouve.



Droits sexuels et reproductifs

Ces droits incluent le fait de pouvoir prendre soi-même les décisions concernant son corps. Chaque personne doit pouvoir :

- obtenir des informations précises en matière de sexualité et de reproduction,
- bénéficier de services relatifs à la santé sexuelle, notamment à la contraception,
- choisir si elle souhaite se marier, avec qui et quand,
- décider d'avoir ou non des enfants et de leur nombre.

Elle doit être libre de faire ces choix sans contrainte ni menaces.



Immunité (contre les poursuites judiciaires)

L'immunité permet à une personne d'éviter d'être poursuivie pour un crime, en raison de son emploi ou de sa fonction. Amnesty est opposée à l'immunité. Nous avons ainsi appelé la République Centrafricaine à rejeter la possibilité d'immunité, afin de pouvoir traduire en justice les personnes ayant commis des crimes durant le conflit.

POUR EN SAVOIR PLUS

<http://bit.ly/1jQKhC6>

APERÇU : DISPARITIONS FORCÉES AU MEXIQUE

OÙ SONT LES 43 ÉTUDIANTS?

« *Nous n'avons pas d'armes ! Ne tirez pas !* »
« *Aidez-le ! Aidez-le, par pitié !* »

Ces mots désespérés, hurlés encore et encore par de jeunes voix terrifiées, ponctuent la vidéo enregistrée avec un téléphone portable le 26 septembre 2014.

Les voix sont celles d'élèves-enseignants d'Ayotzinapa, une école normale rurale du centre du Mexique. Cette nuit-là, une centaine d'entre eux ont été attaqués. Six sont morts et 43 ont disparu.

Plus d'un an a passé et leurs proches – dont certains sont en photo dans ces pages – ignorent toujours pourquoi leur fils, leur frère ou leur mari leur a été arraché, s'il est toujours en vie et, sinon, comment il est mort. Ils n'ont rien, pas même un corps à enterrer ou une tombe sur laquelle pleurer.

Juste la certitude que les visages de leurs 43 disparus ont changé le Mexique. Il est désormais presque impossible de traverser une ville mexicaine sans voir de référence à leur histoire.

La tragédie d'Ayotzinapa a révélé un pays miné par la violence et l'horreur, où près de 30 000 hommes, femmes et enfants ont été victimes de disparition forcée ou d'enlèvement ces seules dernières années.

Elle a ouvert une boîte de Pandore de crimes, de négligences et de collusion politique qui semblent toucher les plus hautes sphères du pouvoir.

Dans tout le pays et dans le monde entier, la pression s'intensifie pour que le président Enrique Peña Nieto réponde à une simple question : où sont les 43 ?

Apprenez-en plus en page 4 et découvrez, page 23, ce qu'est une disparition forcée.

Toutes les images sont © Scott Brennan



Carmen Cruz et ses enfants recherchent leur fils et frère, Jorge Anibal Cruz Mendoza. « Mon fils est un jeune homme calme et intelligent qui aime le rodéo et les chevaux. Où qu'il soit, j'espère qu'il est fier de moi. Je continuerai à le chercher jusqu'à ce que je le retrouve. »



Bernardo Campos Santos recherche son fils José Ángel Campos Cantor. « Mon fils étudiait pour pouvoir subvenir aux besoins de sa femme et de ses deux filles. Où qu'il soit, je prie pour qu'il ne souffre pas. »



Elucadio Ortega Carlos recherche son fils, Mauricio Ortega Valerio. « Nous invitons les gens à faire pression avec nous sur le gouvernement mexicain, qui ne cesse de mentir. »



Nica Nora García recherche son fils, Saúl Bruno García. « Comme nous tous, mon fils est fermier. Mais il veut devenir enseignant. Ça me fait mal de penser à lui. Je pleure jour et nuit. Je veux que le gouvernement nous les rende, immédiatement. »





María de los Ángeles Molina recherche son fils, Marco Antonio González Molina. « Il voulait d'abord être médecin pour les personnes à faible revenu. Puis il a décidé de devenir enseignant. »



Brigida Olivares recherche son petit-fils, Antonio Santana Maestro. « Nous voulons les embrasser, nous voulons qu'ils soient heureux ici avec nous. »



Margarito Guerrero recherche son fils Jhosivani Guerrero de la Cruz. « Mon fils a toujours été très sportif. Il aime jouer au football, au basket-ball et danser. »



Estanislao Mendoza et Margarita Zacarías recherchent leur fils Miguel Ángel. « Mon fils travaillait comme coiffeur, explique Estanislao. Il a une petite amie. Je pense qu'ils sont toujours ensemble. Nous n'avons plus aucune nouvelle de lui depuis le 26 septembre [2014]. Il vit toujours dans nos cœurs. »



Joacina Oliveria Parral Rosa recherche ses fils Dorian et Jorge Luis González Parral. « Voici Jorge Luis, il a 20 ans, montre-t-elle. Dorian a 19 ans. Où sont-ils ? Mes fils n'étaient pas des délinquants. Ils voulaient juste étudier. »



Maria de Jesus Tlatempa et Cornelio Bartolo Victoriano dans leur champ de maïs près de la ville de Tixtla (État de Guerrero, Mexique, juillet 2015). « Le gouvernement n'a rien fait pour nous aider. S'il s'agissait de leur fils, ils auraient remué ciel et terre. »

ROUÉS DE COUPS PARCE QU'ILS SONT AMOUREUX



Costas et son partenaire.

Costas et son petit ami ont été roués de coups lors d'une attaque homophobe et raciste à Athènes. Costas nous raconte son histoire et nous explique comment nous pouvons contribuer à ce qu'elle ne se répète jamais.

Que vous est-il arrivé, à vous et à votre partenaire ?

Nous étions sur un banc sur une place, après être allés faire les magasins, fin août 2014. Il faisait vraiment chaud et on sentait une brise agréable. L'épicerie située au coin de la rue était en train de fermer, il n'y avait que nous et un groupe d'hommes jeunes à l'autre bout de la place.

Nous étions assis, à bavarder et à rire. Deux de ces hommes, à moto, se sont approchés par derrière et nous ont jeté un seau plein d'eau sale. J'étais paralysé. Je me suis rassis pour essayer de me calmer. Grosse erreur. L'un après l'autre, ils ont couru dans notre direction et ont commencé à nous rouer de coups de poing et de pied. Ils étaient une douzaine, peut-être 15 – trop nombreux en tout cas. Ils portaient tous des chemises noires. Les coups pleuvaient.

Pourquoi vous avoir pris pour cible ?

Selon moi, parce qu'ils ont compris que nous étions en couple et en raison de la couleur de peau de mon compagnon. La dernière chose que j'ai vue, c'est mon compagnon jeté au sol et roué de coups de pied. Je me suis rendu compte qu'ils m'avaient retourné une poubelle sur la tête et le haut du corps. Ils m'ont jeté à terre et m'ont brisé la jambe en trois endroits. Quand des policiers sont

arrivés, ils ne voulaient pas s'approcher de moi, comme si j'étais contagieux.

Comment cette attaque vous a-t-elle affecté ?

C'était une tragédie. Il m'a fallu des mois pour me rétablir. J'ai dû me faire opérer. Cela a eu de graves conséquences sur mon travail et sur ma santé mentale. À chaque fois que je suis témoin de violences, toute l'horreur et la peur me reviennent en mémoire. Et personne n'a été puni pour notre agression.

Vous sentez-vous en sécurité aujourd'hui ?

Non. Nous sommes constamment pris pour cible. Certaines de nos connaissances aussi. Les lesbiennes, les gays, les personnes bisexuelles, transgenres et intersexuées ne sont pas reconnus en Grèce. Ils n'ont pas de droits et ne sont pas protégés. C'est comme si nous n'existions pas.

PASSEZ À L'ACTION

Exhorte le gouvernement grec (@govgr) à faire cesser ces attaques inspirées par la haine. Publiez sur Twitter une photo de vous en train d'embrasser votre partenaire ou de tenir la main d'un(e) ami(e) dans un lieu public, avec le hashtag #W4R

LE POUVOIR DU STYLO

« Plus le régime aiguise son poing de fer, plus mon stylo est affûté ! »

Ces mots sont ceux du dessinateur malaisien Zunar. Il risque une longue peine de prison pour avoir dénoncé l'arrestation d'un leader de l'opposition. Il a fait le dessin ci-contre pour inciter les sympathisants d'Amnesty à le soutenir durant la campagne *Écrire pour les droits* de cette année.

« Le stylo est un outil puissant, nous explique-t-il. Il peut rassembler les gens, il symbolise la puissance, montre une direction et une cible précise. »

Zunar est bien connu pour ses œuvres satiriques critiquant la corruption au sein du gouvernement et la fraude électorale. Il est désormais inculpé au titre d'une loi draconienne et dépassée datant de 1948, exhumée par un gouvernement qui cherche à emprisonner ses détracteurs.

« Le gouvernement poursuit un objectif : me faire taire et m'empêcher de dessiner, déclare Zunar. C'est de l'intimidation et du harcèlement. Je réponds : Je n'arrêterai pas. »



PASSEZ À L'ACTION

Dites au gouvernement malaisien d'abandonner toutes les charges pesant sur Zunar : www.amnesty.org/fr/writeforrights



ET AUSSI...

Participez aux actions d'Amnesty, partagez des informations concernant les droits humains là où vous vivez et envoyez vos questions, commentaires et idées à propos de ce magazine à thewire@amnesty.org

SUIVEZ NOTRE COURS SUR LES DROITS HUMAINS

Participez au premier MOOC d'Amnesty, organisé en partenariat avec la plateforme edX, leader mondial de l'éducation en ligne, fondée par l'université d'Harvard et par le MIT.

Notre tout nouveau cours gratuit sur la liberté d'expression se déroulera en anglais du 17 novembre au 8 décembre 2015.

Cette expérience éducative innovante et de grande qualité a pour but d'offrir à tout un chacun de par le monde les compétences et les connaissances pour défendre les droits humains et, en fin de compte, changer le monde.

Inscrivez-vous ici :

<http://bit.ly/FreedomMOOC>

? TESTEZ VOS CONNAISSANCES !

Vous trouverez les réponses dans ce magazine.

1. Combien d'années Albert Woodfox, 68 ans, a-t-il passées seul dans une cellule ?
2. De quelle somme (en dollars) de nombreux réfugiés syriens disposent-ils au Liban pour se nourrir ?
3. Un crime contre l'humanité peut-il être commis en temps de guerre ?
4. Quel pays détient à lui seul un quart des prisonniers dans le monde ?
5. Quel âge a le plus jeune enfant de Rania Alabassi, enlevé en Syrie il y a plus de deux ans ?

Réponses en bas à droite. >>

« Ils cherchent simplement une vie meilleure. Nous sommes tous citoyens du monde. Ne donnez pas tant de pouvoir à la peur. »

Commentaire de Pretty Fly lors d'une discussion sur les réfugiés : www.facebook.com/AmnestyGlobal

UTILISEZ LE POUVOIR DU CLIC POUR UN MONDE MEILLEUR

Alt Click est le nom d'un nouveau projet d'Amnesty dont le but est d'impliquer une nouvelle génération technophile de défenseurs des droits humains dans la surveillance et le rassemblement d'informations sur les atteintes aux droits humains.

Pour la première phase, nous comptons inviter de nombreuses personnes à nous aider pour l'analyse d'images satellite de mouvements de réfugiés dans des zones de guerre, de démolition illégales de logements, etc. Nous nous focaliserons ensuite sur des analyses de données plus complexes, comme la vérification d'enregistrements vidéo.

Pour en savoir plus et rejoindre le projet : <http://bit.ly/AltClick>





JOYEUX 25^E ANNIVERSAIRE, AMNESTY ALGÉRIE

Vingt-cinq ans après sa création, la section algérienne compte des militants et des sympathisants, hommes et femmes, dans la plupart des départements du pays. Plus de 80 % d'entre eux sont des jeunes, ce qui reflète la jeunesse de la population. Ils sont déterminés à faire cesser les violences contre les femmes et à défendre la liberté d'expression, sujet vital dans un pays où il peut être très difficile d'obtenir l'autorisation de manifester dans des lieux publics. Avec six employé-e-s à temps plein et dix bénévoles, la diffusion de messages sur les droits humains dans le plus grand pays d'Afrique est un grand défi pour Amnesty Algérie. Joyeux anniversaire et bonne continuation !



© Amnesty International

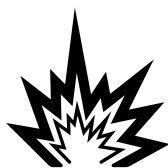
3 FAITS MARQUANTS



1 711

MILLIARDS DE DOLLARS

Total des dépenses militaires mondiales en 2014 - une augmentation de 50 % par rapport à 2001.



508 000

Personnes tuées chaque année par la violence armée dans le monde.



31 %

Pourcentage de l'armement mondial exporté par les États-Unis.

« Vous ne pouvez pas donner des leçons en matière de paix tout en faisant partie des plus grands producteurs d'armes de la planète. »



© ONU/Mark Garten



Amnesty Royaume-Uni a réalisé une campagne avec actions, affiches et publicité parodiques autour du salon de l'armement de 2015 à Londres.

Découvrez la vidéo sur :

www.tortureonyourdoorstep.co.uk

Réponses :

1. Plus de 40 ans (p. 17)
2. Environ 0,50 dollars (p. 4)
3. Oui (p. 23)
4. Les États-Unis (p. 21)
5. Quatre ans (p. 9)

Salil Shetty, secrétaire général d'Amnesty, lors d'un discours adressé aux dirigeants mondiaux à l'ONU, le 25 septembre 2015. Retrouvez ce discours ici :

<http://bit.ly/GlobalGoalsSpeech> #GlobalGoals #ODD

**« JE POURSUIVRAI
LE COMBAT TANT QUE
JE SERAI EN VIE. »**

*Samar Badawi, femme de Waleed Abu al Khair,
avocat spécialiste des droits humains emprisonné
en Arabie Saoudite
#W4R*